

L'emploi au milieu du gué

Frédéric Le maître, *Le Monde*, 12 mars 2008

La polémique sur le pouvoir d'achat est un signe qui ne trompe pas : le chômage n'est plus la principale préoccupation des Français. Cette peur n'a pourtant pas disparu. Le retentissement provoqué par la fermeture annoncée de l'usine ArcelorMittal de Gandrange en témoigne. Ces sentiments contradictoires correspondent assez bien à la réalité statistique : avec 7,5 % d'actifs sans emploi en métropole, le chômage retrouve un plancher qu'il n'avait pas atteint depuis 1983, mais il n'a pas disparu pour autant. Dans certains départements - le Nord, l'Hérault, le Gard, les Bouches-du-Rhône, notamment -, il dépasse même encore les 10 %.

La référence à 1983 ne doit pas laisser croire que nous sortons d'un tunnel long de vingt-cinq années. Au dernier trimestre 2001, le taux de chômage était certes un peu plus élevé (7,7 %), mais nous étions encore plus près de la barre des deux millions de chômeurs (2,048 millions, contre 2,084 aujourd'hui). Pour mémoire, le million de chômeurs a été dépassé (à la hausse cette fois) au deuxième trimestre 1977, et les deux millions sept ans plus tard. Le pire - 10,9 % et 2,8 millions de chômeurs - remonte au deuxième trimestre de l'année 1997.

Malgré tout, pourquoi bouder notre plaisir ? Alors qu'à la fin des années 1990 certains déclinologues nous avaient prédit la fin du travail, il n'en est rien. Il n'y a même jamais eu autant de salariés sur la planète. Mieux : malgré l'arrivée tout à fait exceptionnelle de centaines de millions de Chinois et d'Indiens sur le marché du travail mondial, l'Occident voit à la fois sa population active augmenter et son taux de chômage diminuer. La France ne fait pas exception à la règle. Les 25 millions d'actifs ont été dépassés en 1985, et les 28 millions devraient l'être cette année. Comme le prouve la baisse du chômage, la croissance est suffisante pour encaisser cette augmentation. En 2007, pas moins de 300 000 emplois ont été créés. Quasiment un record. Dans certains secteurs, c'est l'euphorie. L'Association pour l'emploi des cadres (APEC), gérée par les partenaires sociaux, estime que 66 000 nouveaux emplois de cadres ont vu le jour en 2007, une progression de 23 % par rapport à l'année 2006. Alors que cette catégorie sociale connaît une situation de plein emploi, avec un taux de chômage de 3,8 %, l'APEC prévoit pour 2008 une nouvelle progression de 25 % des recrutements.

Malgré la crise actuelle, banques et assurances sont les secteurs les plus porteurs. Même si l'industrie recrute, ce secteur continue, globalement, de détruire des emplois. Heureusement, les services et la construction en créent bien davantage. Même sans les turpitudes de ses dirigeants, l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) n'aura plus demain la place qui était la sienne hier. Les services vont prendre le relais.

Cette transformation explique une partie du mystère. Impossible autrement de comprendre pourquoi le secteur privé crée tant d'emplois. Il y a dix ans, avec une croissance équivalente, la France voyait au mieux son chômage se stabiliser. Dans une économie industrielle, ce sont les gains de productivité qui provoquent la croissance et génèrent donc l'emploi. Mais, en 2007, en France, l'emploi et la croissance économique ont progressé au même rythme (+ 1,9 %). Si ces chiffres se confirment, cela signifie que les gains de productivité ont été nuls. Sans doute parce que, dans une économie de services, d'autres critères sont à prendre en compte. Réduire les emplois créés en 2007 à des " petits boulots " serait excessif. Néanmoins, une partie d'entre eux - entre 50 000 et 100 000 - seraient des services aux particuliers, des emplois à temps très partiel.

Résultat : 1,4 million de personnes (soit 5,6 % des actifs), salariées à temps partiel, souhaiteraient travailler davantage. Dans certains secteurs comme la grande distribution, la pression est forte pour que les directions favorisent le passage à temps complet de leurs salariés. Par ailleurs, 700 000 personnes sans emploi disent vouloir travailler. Mais comme elles n'ont pas effectué de démarche récente ou ne sont pas disponibles dans les deux semaines à venir, elles ne sont pas comptabilisées parmi les demandeurs d'emploi.

INÉGALITÉS SALARIALES

On le voit : la situation de l'emploi s'améliore mais reste insatisfaisante. Son évolution risque même d'accentuer les inégalités, avec, d'un côté, les cadres toujours très recherchés, et donc correctement rémunérés, et, de l'autre, une multiplication d'emplois peu qualifiés. On peut regretter cette situation, mais ne soyons pas hypocrites : un pays qui, chaque année, laisse 160 000 jeunes sortir du système scolaire sans diplômes ne peut pas espérer avoir une économie qui ne reposerait que sur des emplois stables et qualifiés. C'est pour cette raison que, de Martine Aubry à la CFDT, une partie de la gauche préconise depuis longtemps le développement des " emplois de proximité ".

Comme le note Patrick Artus, économiste chez Natixis, la France (comme l'Espagne et l'Italie) voit ses inégalités salariales s'aggraver parce que des personnes exclues jusqu'ici du marché du travail obtiennent des emplois peu qualifiés. La situation est différente (et pire) en Allemagne, où, en six ans, la part de la population menacée de pauvreté (car gagnant moins de 70 % du salaire médian) a bondi de 18,9 % à 25,4 %. Pas moins de cinq millions d'Allemands ont quitté la classe moyenne et font partie des défavorisés. Schématiquement, l'ascenseur social monte du sous-sol au rez-de-chaussée en France, il descend du premier étage au rez-de-chaussée outre-Rhin.

Outre la tertiarisation de l'emploi, l'autre caractéristique de la baisse actuelle du chômage est qu'elle ne semble pas s'accompagner d'une réforme structurelle du marché du travail. Sur les trois spécificités du chômage en France - exclusion des jeunes, des plus âgés et durée d'inscription à l'ANPE plus longue -, seule la troisième évolue (un peu) dans le bon sens. Comme le note le Conseil d'orientation de l'emploi - un organisme paritaire rattaché au premier ministre -, "*la France présente des résultats corrects sur l'emploi des 25-54 ans*". Le problème est que "*l'emploi des jeunes a décroché depuis les années 1970*" et que "*l'emploi des seniors s'est effondré dans les années 1980 et ne s'est pas amélioré depuis*". Conclusion : alors que l'Union européenne s'est fixé comme objectif de parvenir à un taux d'emploi de 70 % en 2010, il oscille en France autour de 60 %. Un niveau insuffisant pour que les Français aient vraiment le sentiment que le chômage ne les menace plus.